

Emmanuel Macron : casseur social professionnel

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 16 avril 2018

Après deux passages à la télévision en quelques jours, le président Macron n'écoute pas le message du pays et amplifie même la nature nocive de son projet. Son gouvernement d'affrontement a pour but le démantèlement des statuts protecteurs du travail au profit du précarariat, le nivellement par le bas des conquies sociaux, un fonctionnement des services publics régis par les règles de la concurrence, l'injustice criante dans la répartition des « efforts » entre les plus riches, qui sont protégés, et la majorité de la population contrainte de payer, notamment les retraités (CSG).

Cette panoplie de régressions est masquée par un flot de paroles qui systématiquement essaie de montrer à une partie des citoyens-nes et ses salarié-es qu'une autre partie bénéficie d'avantages supérieurs qu'il conviendrait d'éradiquer au nom de l'équité. Cette présidence dévoile ainsi son véritable projet : la recherche de divisions et de tensions au sein des couches populaires, quand ce n'est pas la sélection soigneusement organisée pour l'accès à l'enseignement supérieur. Il évite ainsi de s'en prendre aux véritables responsables des inégalités : les hiérarchies sociales produites par les firmes multinationales soutenues par un management néolibéral très autoritaire (appelé les « premiers de cordée ») sur les lieux de travail, aussi bien les entreprises privées (Carrefour qui licencie et engraisse ses actionnaires !) que les services publics ou la fonction publique, porteurs de l'intérêt général.

A aucun moment il n'explique en quoi la suppression du statut cheminot va résoudre les problèmes de la SNCF, pourquoi la concurrence autorisée dans son projet sera meilleure pour le service public, alors que celle-ci a montré sa faillite

totale dans le transport de marchandises, réduit à 10% du tonnage pour le rail contre 30% il y a dix ans, et ouvert à la folie antiécologique des camions qui sillonnent l'Europe.

Macron a bien compris que les personnels de hôpitaux et des EHPAD sont au bord de la rupture et reçoivent dans leurs luttes un soutien populaire massif. Mais, s'il envisage de réviser ultérieurement le système absurde de « tarification à l'activité » qui se fait sur le dos des malades, il ne trouve rien de mieux pour 2018 que diminuer encore l'enveloppe financière pour la santé, et de chercher à faire payer par la population le soutien aux personnes âgées dépendantes : un deuxième jour férié prélevé dans les porte-monnaie au lieu de la hausse des cotisations sociales patronales, donc d'une véritable sécurité sociale universelle.

Face à ce président anti-social et autoritaire, qui insulte la jeunesse mobilisée et lui envoie la police, il convient de s'unir et de rassembler les propositions alternatives issues du syndicalisme, des luttes sociales convergentes, des forces politiques de gauche, pour faire grandir un contre-projet d'égalité, de solidarité, à la hauteur des attentes profondes de la société.